

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/38

11 février 2003

(03-0868)

Comité du commerce des services financiers

RAPPORT DE LA RÉUNION TENUE LE 2 DÉCEMBRE 2002

Note du Secrétariat¹

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu une réunion le 2 décembre 2002 sous la présidence de M. Syed Habib Ahmed (Pakistan). L'ordre du jour figure dans l'aérogamme WTO/AIR/1979.
2. Le Président a fait part, au titre des "Autres questions", de son intention d'informer le Comité de la réception de deux lettres que lui avaient adressées les Présidents de la session extraordinaire du Comité du commerce et du développement et du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie. Il a également fait part de son intention d'informer le Comité des dispositions prises au sujet de l'exposé de la Banque mondiale. Il a proposé que le Conseil adopte l'ordre du jour tel qu'il avait été distribué.
3. Le Comité en est ainsi convenu.
- A. ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES
4. Le Président a attiré l'attention des Membres sur le document S/FIN/W/24, qui contenait un projet de rapport annuel au Conseil du commerce des services sur les activités du Comité en 2002.
5. À la suggestion du Président, le Comité a adopté le rapport annuel tel qu'il figure dans le document S/FIN/W/24.
6. Après l'adoption du rapport, la représentante des États-Unis a fait deux remarques au sujet du projet de rapport annuel. Premièrement, concernant l'acceptation du cinquième Protocole, les États-Unis auraient préféré remplacer l'expression "À la demande du Comité" par "les Membres ont continué de souligner l'importance d'une ratification rapide du cinquième Protocole". Deuxièmement, en ce qui concerne le point consacré aux Faits récents touchant le commerce des services financiers, elle a déclaré qu'elle aurait préféré une version remaniée de la partie consacrée aux travaux des États-Unis sur la transparence, afin d'expliquer que l'exposé présenté à l'origine par les États-Unis concernait la transparence de la réglementation en général et que ce n'est qu'ensuite qu'il s'était servi de l'expérience de la Loi Gramm-Leach-Bliley pour illustrer la transparence de la réglementation aux États-Unis. La partie de l'exposé consacrée à la Loi Gramm-Leach-Bliley a été par la suite distribuée sous la cote JOB(01)/161. Elle a ajouté qu'elle ne suggérerait pas, à ce stade, de procéder à la réouverture du rapport après son adoption mais qu'elle aimerait voir ces remarques consignées dans le rapport de la réunion et que, s'il le fallait, elle pourrait évoquer cette question au niveau du Conseil du commerce des services.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

B. ACCEPTATION DU CINQUIÈME PROTOCOLE ANNEXÉ À L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES REPRENANT LES RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS <SUR LES SERVICES FINANCIERS.

7. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente, la Bolivie avait fait part au Comité de son intention d'accepter le cinquième Protocole. En outre, à sa réunion du 25 octobre, le Conseil a réouvert le cinquième Protocole à l'acceptation de la Bolivie jusqu'au 31 mai 2003. Cette décision du Conseil a été reproduite sous la cote S/L/108. Il a ensuite invité les six autres Membres n'ayant pas encore accepté le Protocole - le Brésil, la Jamaïque, les Philippines, la Pologne, la République dominicaine et l'Uruguay - à donner des renseignements complémentaires sur l'état d'avancement de leur procédure nationale.

8. Aucune délégation n'a pris la parole.

9. Le Président a remercié la Bolivie au nom de tous les Membres de sa décision de finir par accepter le cinquième Protocole, initiative qu'il convenait de saluer comme une preuve supplémentaire de l'engagement de la Bolivie en faveur du système commercial multilatéral. Il a aussi encouragé les six autres Membres concernés à accélérer leur procédure interne en vue de l'acceptation du Protocole.

10. Le Comité a pris note de ces déclarations et a décidé de revenir sur ce point à la prochaine réunion.

C. QUESTIONS TECHNIQUES

11. Le Président a rappelé que, même si les questions évoquées à la réunion précédente n'avaient donné lieu à aucun débat de fond, il rappelait aux délégations, à la demande de la Thaïlande et de Hong Kong, Chine, que le mandat du Comité était suffisamment vaste pour permettre la discussion de toute question technique que les Membres pourraient souhaiter évoquer, y compris des questions de réglementation.

12. La représentante des États-Unis a approuvé la démarche du Président concernant le traitement des questions techniques soulevées au cours des négociations bilatérales, mais estimait qu'il valait mieux traiter des questions de transparence sous le point de l'ordre du jour consacré aux faits récents touchant le commerce des services financiers.

13. Le représentant du Brésil a dit que sa délégation estimait que ce point de l'ordre du jour permettait aux Membres d'évoquer les questions soulevées lors des échanges bilatéraux avec d'autres Membres au cours des négociations sur les services fondées sur la procédure de demandes et d'offres. Sa délégation avait l'intention, à la présente réunion, d'évoquer "la question de la libéralisation des opérations en capital", qui se posait dans les demandes bilatérales adressées au Brésil par les autres Membres. Il a déclaré que l'AGCS disposait de deux instruments principaux, conçus pour tenir compte des spécificités des secteurs des services financiers. L'un était l'Annexe sur les services financiers de l'AGCS, qui contenait des définitions ainsi que ce qu'il est convenu d'appeler les "exceptions pour des raisons prudentielles". En ce qui concerne les définitions, l'Annexe contenait une liste des activités économiques censée décrire les types de services financiers visés par l'AGCS. L'autre était le Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers, adopté à l'issue du Cycle d'Uruguay en même temps que l'Accord. Le Mémoire s'écarterait de certaines des dispositions et caractéristiques structurelles de l'AGCS, et constituait un instrument plurilatéral. Par rapport à ces deux instruments, certains Membres évoquaient de façon bilatérale l'inscription dans les listes d'engagements équivalant à une libéralisation des opérations en capital. Il a ensuite précisé sa pensée en disant que si un Membre prenait un engagement selon le mode 1 en vertu du Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers, il lui serait demandé de prendre des engagements très limités en matière de fourniture transfrontière de services financiers. En fait, le

paragraphe B.3 du Mémorandum n'énumérait qu'un petit nombre d'activités: l'assurance et la réassurance des transports aériens et maritimes, l'assurance des marchandises en transit international et la fourniture d'informations financières et de conseils financiers. Il s'agissait donc d'un ensemble limité d'activités. Pourtant, la liste des activités figurant dans la classification de l'Annexe sur les services financiers était beaucoup plus longue et comprenait des éléments tels que les prêts en tout genre, les valeurs mobilières négociables et la gestion d'actifs et de portefeuille. La consolidation de ces activités selon le mode 1 aurait les conséquences suivantes: premièrement, pour ce qui est de la libéralisation selon le mode 1, ce Membre irait au-delà des prescriptions fixées dans le Mémorandum. Deuxièmement, la prise d'engagements selon le mode 1 concernant ces activités (prêts en tout genre et gestion d'actifs et de portefeuille), lus à la lumière de la note de bas de page 8 de l'AGCS, équivaldrait à l'engagement de permettre la libre circulation des capitaux. S'il en était ainsi, c'est parce que la note de bas de page 8 de l'AGCS disait que si un Membre contracte un engagement spécifique suivant le mode 1, ledit Membre s'engage également à permettre les transferts de capitaux connexes, si ces transferts de capitaux constituent une partie essentielle du service lui-même. Ce qui était précisément le cas des activités qu'il évoquait (prêts en tout genre, transfert de valeurs mobilières et gestion d'actifs et de portefeuille des fonds de pension).

14. Il a expliqué que le Brésil souhaitait évoquer cette question, car cette interprétation commune ne semblait pas claire aux partenaires commerciaux de son pays. Le Brésil estimait qu'il était important de tirer cette question au clair et était disposé à participer à toute discussion à ce propos qui pourrait avoir lieu au sein du présent Comité. Il a toutefois ajouté que l'un des partenaires commerciaux avec lesquels le Brésil avait engagé des négociations bilatérales avait clairement indiqué que son but n'était pas de libéraliser les opérations en capital. Enfin, il jugeait positivement l'attitude consistant à laisser cette question en dehors des négociations sur l'accès aux marchés pour les services financiers, ce qui pourrait faire en sorte que les Membres se sentent plus à l'aise pendant les discussions consacrées à ce secteur.

15. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que la déclaration du Brésil illustrait bien l'importance de maintenir ce point de l'ordre du jour. À son avis, il serait bon que les questions techniques, y compris celles qui se posaient à l'occasion des négociations bilatérales, fassent l'objet de discussions au sein du Comité. Il a déclaré que sa délégation poursuivrait sa réflexion sur la question soulevée par le Brésil et qu'elle y reviendrait à la réunion suivante.

16. La représentante de la Thaïlande a fait part de son très vif intérêt pour la question évoquée par le Brésil parce que son pays avait reçu les mêmes demandes. Elle a ensuite attiré l'attention des Membres sur des documents rédigés par le FMI sur la libéralisation des services financiers et les mouvements de capitaux. Bien qu'elle ne soit pas entièrement d'accord avec les conclusions du FMI, ces publications étaient intéressantes. Elle se demandait s'il y avait eu des discussions ou des travaux à ce sujet à l'OMC. Elle a suggéré d'explorer plus en détail les liens existant entre la libéralisation des mouvements de capitaux et celle des services financiers.

17. La représentante des États-Unis a pris note de la déclaration du Brésil et a déclaré attendre avec impatience d'entendre les interventions des autres Membres à ce sujet. Les États-Unis n'avaient pas d'idée préconçue quant à l'opportunité de traiter les questions soulevées par le Brésil ou d'autres questions soulevées à l'occasion des discussions bilatérales au présent point de l'ordre du jour ou au point consacré aux faits récents touchant le commerce des services financiers. Elle a ajouté que les États-Unis étaient intéressés par la tenue d'un débat sur les procédures propres à assurer la transparence dans ce secteur et étaient impatients d'en rediscuter à l'avenir.

18. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il était important de maintenir ce point de l'ordre du jour, ce qui pourrait permettre aux Membres de discuter à l'échelon multilatéral des questions techniques soulevées dans le cadre des négociations bilatérales. Sa première réaction était d'adhérer à l'interprétation proposée par le Brésil selon laquelle la prise d'engagements spécifiques

concernant certains services pourrait entraîner la libéralisation des opérations en capital et des mouvements de capitaux sous-jacents. Il s'agissait de deux questions qui, bien que distinctes, étaient liées. Cette question avait été abordée il y a quelques années, mais il vaudrait la peine d'y revenir si les Membres le souhaitaient.

19. La représentante de la République populaire de Chine a dit qu'il était important de maintenir ce point de l'ordre du jour. La question soulevée par le Brésil était importante et présentait un intérêt pour la Chine, même si elle n'était pas disposée à faire des remarques à ce propos à la présente réunion. Sa délégation allait étudier la question plus en détail. Elle espérait que des discussions à ce sujet pourraient avoir lieu à l'avenir.

20. Le représentant du Taïpei chinois a dit que ce point de l'ordre du jour méritait d'être maintenu. La question soulevée cette fois-ci et l'étude proposée par la Thaïlande du lien existant entre la libéralisation des services financiers et la libéralisation des opérations en capital étaient d'une importance vitale pour tous les Membres. Une autre question digne d'examen était le niveau optimal du coefficient de trésorerie des fournisseurs de services financiers selon le mode 3. Ces questions étant de nature technique, il convenait donc de maintenir ce point de l'ordre du jour.

21. Le Président a demandé si une délégation souhaiterait faire des remarques au sujet de la proposition de la Thaïlande d'examiner le lien existant entre la libéralisation des services financiers et les mouvements de capitaux. Il a demandé à la Thaïlande ce qu'elle proposait exactement.

22. La représentante de la Thaïlande a dit qu'elle avait eu l'occasion d'examiner deux documents rédigés par le FMI, dont l'un contenait une étude analytique et l'autre une analyse qualitative. Ces documents abordaient cette question du point de vue du FMI. Du point de vue de l'OMC, une première piste possible à explorer, d'après elle, était la compatibilité juridique entre les engagements pris en matière de services financiers et la libéralisation des mouvements de capitaux. Un second aspect pourrait être leur incidence sur le plan économique.

23. La représentante des États-Unis a dit qu'elle aimerait connaître le mandat confié à cette étude. Elle voulait savoir ce que signifiaient "compatibilité juridique" et "incidence sur le plan économique".

24. La représentante de la Thaïlande a dit que si la signification de l'expression "incidence sur le plan économique" suscitait des doutes, les Membres pouvaient commencer par analyser les questions juridiques avant de passer au débat sur l'incidence économique.

25. La représentante des États-Unis a précisé qu'elle voulait aussi savoir ce que l'on entendait par "compatibilité juridique". Elle s'est demandé si le Brésil pouvait distribuer sa déclaration et a suggéré que l'on réfléchisse à cette question avant d'aller plus loin.

26. Le représentant du Japon a suggéré que le Secrétariat rédige une liste des documents existant sur cette question. Les Membres pourraient ensuite examiner ce qu'il était possible de faire à ce propos dans le cadre des présentes négociations.

27. Le représentant du Brésil a déclaré ne rien avoir contre le fait de coucher ses idées par écrit et de les envoyer aux délégations intéressées. En ce qui concernait l'étude proposée, il estimait qu'il n'était pas nécessaire d'en aborder les répercussions économiques ni les avantages et inconvénients, étant donné que l'OMC ne pouvait pas ajouter grand-chose à ce que l'OCDE, le FMI ou la Banque mondiale avaient déjà fait. Par conséquent, au sujet des répercussions sur le plan économique de la libéralisation des opérations en capital, il suggérait de voir ce qui avait déjà été publié. Il pourrait toutefois être justifié d'aborder la question sous l'angle juridique en examinant la structure de l'AGCS, la note de bas de page 8 et la liste des activités énumérées dans la classification de l'Annexe sur les services financiers.

28. Le représentant de l'Uruguay a suggéré de demander au représentant du FMI, présent à la réunion, d'indiquer où l'on pouvait se procurer les documents auxquels la Thaïlande faisait allusion. Cela permettrait aux Membres de les analyser avant de décider d'entreprendre une étude.

29. Le Président a proposé, sous réserve de l'acceptation des Membres, que le FMI produise ces études. D'autre part, les Membres recevraient la déclaration par écrit du Brésil en temps opportun. Ces éléments fourniraient aux Membres une documentation de base suffisante pour leur permettre d'avoir un débat plus riche à la prochaine réunion du Comité.

30. Le représentant des Communautés européennes partageait le point de vue du Brésil selon lequel les mouvements de capitaux, leurs avantages et leurs inconvénients avaient déjà fait couler beaucoup d'encre, et ne voyait pas l'intérêt d'y consacrer une étude supplémentaire. Même le Secrétariat de l'OMC y avait consacré une étude en 1997. Par conséquent, tout ce qui pouvait être dit sur cette question l'avait été. Au sujet des aspects juridiques, sans vouloir prétendre que tout était parfaitement limpide, il estimait que la lecture initialement faite par le Brésil des dispositions de l'AGCS concernant les mouvements de capitaux était assez claire. Les Communautés européennes seraient pourtant disposées à en discuter si le Brésil ou d'autres Membres avaient l'impression qu'il fallait tirer davantage au clair les dispositions contenues dans l'AGCS. Au sujet des documents de travail du FMI, il serait intéressant de pouvoir en disposer. Il serait peut-être possible d'organiser une séance pour permettre au FMI de présenter ces documents.

31. Le représentant du Fonds monétaire international a dit que le Conseil d'administration du Fonds avait, ces dernières années, débattu sous tous leurs aspects des questions de libéralisation des opérations en capital, sans parler des nombreuses publications consacrées à ce sujet. Il a précisé qu'il existait deux types de "documents du FMI": d'un côté, premièrement, la littérature très abondante produite par le Fonds, composée des documents approuvés par le Conseil d'administration, qui représentait le point de vue officiel du Fonds. De l'autre, les documents auxquels les représentants de la Thaïlande et d'autres Membres avaient fait allusion étaient des documents de travail qui reflétaient le point de vue personnel des fonctionnaires du Fonds, non celui du Fonds. À titre de contribution constructive aux activités du présent Comité, il proposait que le Fonds fournisse une liste brièvement annotée des principales publications récemment parues sur la libéralisation des opérations en capital. Dans cette littérature, cependant, ce qu'il fallait, c'était une étude des liens existant entre la libéralisation des opérations en capital et celle des services financiers. Les documents de travail évoqués par certaines délégations à la présente réunion représentaient un premier pas dans la réflexion sur la manière de traiter de ces questions. Il convenait que le volet économique de la question avait fait l'objet de longs débats au sein de différents organes, dont le Fonds, mais cela ne voulait pas dire que l'aspect économique était parfaitement clair. Il serait plus judicieux de la part de l'OMC de fonder ses discussions sur le débat de fond de l'aspect économique de ces questions qui était mené autre part et d'avancer dans le domaine qui présentait un intérêt particulier pour l'Organisation. Si les Membres de l'OMC le jugeaient utile, le FMI serait disposé à donner des renseignements complémentaires sous la forme que les Membres de l'OMC décideraient, que ce soit par le biais de séminaires, de tables rondes ou autres.

32. Le Président a dit que les Membres avaient eu une discussion utile, même si l'issue n'en avait pas été décisive. Il restait beaucoup à faire concernant la question évoquée à la présente réunion. Les Membres pouvaient continuer d'y réfléchir et y revenir lors de réunions ultérieures. En attendant, il estimait que la suggestion du FMI consistant à disposer d'une liste de publications était intéressante, car elle pouvait donner aux Membres une idée de la littérature existante et des moyens de se la procurer. Les Membres pourraient ensuite, à partir de là, décider de la marche à suivre sur la base de nouvelles discussions. Il a suggéré de demander au FMI de produire une liste de publications avant de décider de la marche à suivre sur la base de nouvelles discussions. Le Comité en est ainsi convenu.

D. FAITS RÉCENTS TOUCHANT LE COMMERCE DES SERVICES FINANCIERS

33. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente, l'Australie avait présenté un document sur son expérience récente en matière de réforme du secteur financier. Ce document avait ensuite été distribué sous la cote S/FIN/W/23.

34. La représentante des États-Unis a cherché à en savoir davantage sur le paragraphe 11 du document australien, consacré à l'importance de la contribution des secteurs financiers au développement économique, sujet que l'exposé de la Banque mondiale, censé avoir lieu en mars, devrait permettre de mieux comprendre. Les États-Unis se sentaient également confortés de constater qu'un pays comme l'Australie, qui prenait des engagements spécifiques en vertu du Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers, envisageait de relever le niveau de ses engagements dans ce secteur, comme elle l'affirmait au paragraphe 20 de son document. Elle a aussi exprimé l'espoir d'en apprendre davantage sur les efforts consentis par l'Australie en matière de transparence de la réglementation.

35. Le représentant de la Suisse a relevé les paragraphes 11, 12 et 13 du document australien comme offrant un bon exemple de libéralisation contribuant à la croissance économique. Il a également relevé le paragraphe 19, qui faisait clairement la distinction entre la libéralisation des services financiers et leur déréglementation.

36. Le représentant de l'Australie a déclaré qu'il n'était pas en mesure de donner une réponse détaillée aux États-Unis. Toutefois, il s'efforcerait de consulter davantage de sources d'information sur les réformes menées en Australie et la façon dont elles contribuaient à la croissance économique. D'une manière générale, il a observé que l'Australie avait entrepris une vaste libéralisation unilatérale pendant le Cycle d'Uruguay, persuadée qu'il s'agissait d'un aspect important du processus global de réforme. De bons résultats économiques avaient sanctionné cette ouverture. L'Australie se préparait donc à prendre des engagements additionnels au cours des présentes négociations.

37. Le Président a fait savoir que Hong Kong, Chine avait présenté un document intitulé "Tendances du marché et questions réglementaires concernant les opérations bancaires électroniques et les opérations en ligne sur les marchés boursier et à terme de Hong Kong, Chine" (S/FIN/W/25). Il a ensuite donné la parole à M. Shu-Pui Li, chef de la Division du développement des opérations bancaires à l'Autorité monétaire de Hong Kong, Chine, pour qu'il présente ce document.

38. Au cours de son exposé, M. Li a abordé quatre questions principales: i) les tendances actuelles du marché en matière d'opérations financières électroniques à Hong Kong, Chine; ii) les principales menaces liées aux opérations financières électroniques; iii) le cadre réglementaire en vigueur à Hong Kong, Chine en matière d'opérations financières électroniques, aussi bien pour le secteur bancaire que pour celui des valeurs mobilières; et iv) l'apparition de nouveaux services et de nouveaux défis dans le domaine des opérations financières électroniques.

39. En ce qui concerne les tendances du marché, tous les circuits de distribution étaient représentés à Hong Kong, Chine: succursales, Internet, dispositifs hertziens tels que les assistants numériques personnels (organiseurs), téléphones mobiles, voire télévision interactive. À l'heure actuelle, 34 banques ou établissements habilités à Hong Kong, Chine fournissaient des services bancaires électroniques à leurs clients. Plus de 10 banques offraient déjà des services bancaires itinérants grâce à la boîte à outils SIM, aux téléphones cellulaires WAP ou aux organisateurs. Selon un sondage récent, 83 pour cent des utilisateurs réguliers de services bancaires sur Internet étaient très satisfaits ou satisfaits. En ce qui concernait les opérations sur valeurs mobilières, 120 courtiers sur 850 offraient des services de négociation en ligne à Hong Kong, Chine.

40. Au nombre des avantages obtenus figuraient l'abaissement des coûts de fourniture des services et des frais facturés aux clients, le traitement direct et en temps réel, notamment des activités boursières, l'apparition de nouveaux débouchés (comme les achats en ligne, ou d'autres systèmes de paiement) et une plus grande satisfaction du client.

41. À propos des menaces liées aux opérations financières électroniques, M. Li a centré son exposé sur trois types de risques: stratégiques; opérationnels; juridiques et liés à la réputation.

42. Passant au cadre juridique en vigueur à Hong Kong, Chine, il a déclaré que l'Ordonnance sur les transactions électroniques (ETO) avait été publiée en 2000. Ce texte fournissait le cadre juridique des transactions électroniques et prévoyait la reconnaissance de la signature électronique produite par des certificats numériques émis par un organisme de certification agréé. L'Autorité monétaire de Hong Kong, Chine était chargée de réglementer les services liés à Internet fournis par les établissements habilités. La démarche réglementaire comprenait les activités ci-après: la publication de politiques et de recommandations, la promotion de la sensibilisation et de la formation grâce à divers programmes, la fourniture d'un soutien au service de contrôle bancaire sous forme de conseils et de consultations, les examens sur place et les examens externes des banques ainsi que la réalisation d'autoévaluations en matière de suivi et de contrôle.

43. Quant aux opérations sur titres et à terme, la Commission des opérations sur titres et opérations à terme (SFC) et l'Autorité monétaire de Hong Kong, Chine adoptaient une démarche neutre sur le plan technologique, à savoir que les critères réglementaires et en matière de concession de licences ne dépendaient pas d'un moyen de communication ni d'un mode de fourniture précis (sous forme papier ou sous forme électronique).

44. Il a ensuite brossé une vue d'ensemble des nouveaux services bancaires électroniques, tels que l'agrégation des comptes ou le commerce électronique par téléphone mobile. L'agrégation des comptes permettait aux clients de visualiser en ligne tous leurs comptes, tenus dans différents établissements, en ouvrant une seule session. Le commerce électronique par téléphone mobile permettait aux clients d'utiliser leurs appareils mobiles pour profiter de services bancaires et de courtage et de systèmes de paiement.

45. Au nombre des défis à venir figuraient une plus grande sensibilisation et une meilleure éducation des clients, la protection de la confidentialité des données et des clients, les cybermenaces comme les attaques terroristes et les attaques de virus, ainsi que les questions transfrontières telles que le partage des responsabilités entre organismes de contrôle du pays d'origine et du pays d'accueil ou les cas de fraude (par exemple les programmes du type cheval de Troie, la fraude aux paiements électroniques ou la fraude aux opérations en ligne).

46. L'expérience engrangée permettait aux organismes de réglementation de tirer certaines leçons. Tout d'abord, le préenregistrement des comptes de tiers était important. Si cela s'avérait impossible, un autre moyen consistait à procéder au suivi des transactions électroniques. Il importait également d'améliorer les mécanismes et les moyens permettant d'authentifier les clients. Il convenait également de sensibiliser davantage les clients aux questions de sécurité (point faible), par exemple en les encourageant à acheter des logiciels antivirus personnels.

47. Ensuite, le Président a donné la parole au représentant du Pérou, M. Carlos Cueva Morales (Service de la réglementation, chef de la Direction nationale du contrôle bancaire et des assurances), qui a fait un exposé sur le système de réglementation péruvien.

48. Dans son exposé, le représentant du Pérou a traité de quatre thèmes: i) les principales caractéristiques du secteur financier péruvien; ii) la réglementation et la surveillance du système

financier; iii) les principaux aspects du cadre réglementaire; et iv) la transparence dans l'adoption et l'application de la réglementation.

49. Il a déclaré que le système financier péruvien était totalement libéralisé: il n'y avait aucun contrôle des mouvements de capitaux, des taux de change ni des taux d'intérêt. Le total de l'actif présent dans le système financier se répartissait entre le système bancaire (20 milliards de dollars EU), le système des assurances (1,36 milliard de dollars EU), le système des fonds de pension (4 milliards de dollars EU) et les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (1,52 milliard de dollars EU). Le total des actifs financiers présents dans le système financier représentait 48,4 pour cent du PIB et les investisseurs étrangers détenaient 60 pour cent de ces actifs.

50. Le système bancaire se composait de 15 banques, de cinq établissements financiers habilités à détenir des dépôts autrement qu'à terme, de 46 sociétés de crédit-bail et de 24 bureaux de représentation de banques étrangères. Le système était fortement concentré, 70 pour cent des actifs étant aux mains de quatre banques. Le système des fonds de pension privés avait été mis sur pied il y a quelque dix ans et, à présent, il coexistait avec le système public. Il y avait à l'heure actuelle quatre fonds privés en activité, dont les actifs représentaient 7,6 pour cent du PIB. Quant à l'assurance, il y avait quatre compagnies d'assurance sur la vie et 12 compagnies d'assurance autre que sur la vie en activité au Pérou. Les actifs de l'assurance sur la vie représentaient 486 millions de dollars EU, ceux de l'assurance autre que sur la vie totalisant 876 millions de dollars EU. Les cinq plus importantes compagnies d'assurance détenaient 70 pour cent de ces actifs.

51. La surveillance et la réglementation du système financier étaient aux mains de trois organismes: i) la Banque centrale de réserve, chargée de gérer la politique monétaire et de réglementer le système des paiements; ii) la Direction nationale du contrôle bancaire et des assurances, chargée de réglementer et de surveiller les banques, les compagnies d'assurance et les entreprises chargées de gérer les fonds de pension; et iii) la Commission nationale de surveillance des titres (CONASEV), chargée de la réglementation et de la surveillance des opérateurs boursiers.

52. La réglementation des fournisseurs de services bancaires, d'assurances et de fonds de pension recouvrait les principaux aspects ci-après: les normes, l'accès aux marchés, les systèmes de contrôle interne, la vérification interne et externe, les groupes d'activité économique, la surveillance consolidée et la protection des consommateurs. En ce qui concerne l'accès aux marchés, les investisseurs étrangers bénéficiaient du même traitement que les nationaux. En outre, il était interdit de faire une discrimination entre entreprises de même nature ou entre entreprises de nature différente mais fournissant le même service. La réglementation du contrôle interne s'appuyait sur les normes fixées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les vérificateurs intérieurs et extérieurs des comptes contribuaient à contrôler les établissements financiers et devaient donc être en directement en rapport avec la Direction nationale. Les conglomérats faisaient l'objet d'une surveillance consolidée et des accords de coopération avaient été signés avec d'autres organismes de contrôle étrangers. L'un des critères présidant à la concession de licences était le fait que la structure juridique du groupe d'activité économique ne s'oppose pas à une surveillance consolidée. La réglementation des risques opérationnels se fondait également sur les normes fixées par le Comité de Bâle.

53. Quatre autres questions réglementaires importantes étaient la gestion des risques, la garantie des dépôts, la réglementation des entreprises fournissant des services auxiliaires et le blanchiment de capitaux. Les règles prudentielles en matière de gestion des risques s'appuyaient sur les principes et les normes fixés par le Comité de Bâle, et particulièrement sur ceux en rapport avec le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque opérationnel et le risque-pays. Le fonds de garantie des dépôts visait à protéger les épargnants en cas de liquidation des banques. Ce fonds couvrait des dépôts jusqu'à concurrence de 20 000 dollars EU. Cette couverture n'était accordée qu'aux personnes physiques, aux personnes morales sans but lucratif et aux personnes morales en cas de dépôts à vue uniquement. La Direction nationale réglementait aussi les entreprises

fournissant des services auxiliaires, telles que les sociétés émettrices de cartes de crédit et de débit. Elle fixait aussi les règlements relatifs à la prévention du blanchiment de capitaux par les établissements financiers faisant l'objet d'une surveillance. À cet égard, tous les établissements étaient tenus d'enregistrer chaque opération de caisse d'un montant supérieur ou égal à 10 000 dollars EU et toutes les opérations mensuelles multiples d'un montant supérieur ou égal à 50 000 dollars EU. Les banques devaient aussi rapporter toute opération jugée suspecte à la Direction nationale et au procureur général. Le changement le plus important qu'ait connu la législation péruvienne a été la création d'un Service de renseignement financier chargé de centraliser et d'analyser ces renseignements.

54. La réglementation en matière d'assurance s'occupait entre autres des marges de solvabilité, des réserves techniques, de la diversification des risques, des investissements autorisés et de la congruence actif-passif. Les normes comptables appliquées aux compagnies d'assurance étaient fondées sur les normes internationales. Tous les intermédiaires en matière d'assurance et de réassurance devaient être enregistrés auprès de la Direction nationale.

55. Quant à la transparence, le gouvernement péruvien en avait fait la promotion en publiant et en diffusant une réglementation et des normes financières. Récemment, des textes de loi importants sur les valeurs mobilières, les signatures numériques et les programmes de restructuration d'entreprises avaient donné lieu à un vaste débat. Des discussions se tenaient non seulement au Congrès et au sein d'organismes spécialisés, mais aussi lors de manifestations organisées dans des associations d'entreprises et de consommateurs. Par exemple, la CONASEV, qui supervisait le marché des valeurs mobilières, avait mis en œuvre une politique de prépublication de tous les règlements, envoyés pour consultation des citoyens. Cette démarche visait à ce que les règlements fassent l'objet du débat le plus vaste possible avant d'être publiés. Les règlements étaient également publiés au Journal officiel péruvien et, s'il s'agissait de textes importants, largement portés à la connaissance du public. Les règlements afférents au système financier pouvaient être consultés non seulement aux pages web du Congrès mais aussi à celles d'autres ministères et organismes. Tous les organismes gouvernementaux étaient également tenus de porter les procédures administratives à la connaissance de leurs utilisateurs dans un seul document. En d'autres termes, toutes les démarches administratives à effectuer auprès d'un organisme gouvernemental devaient être consolidées dans cet unique document.

56. Le Président a remercié Hong Kong, Chine et le Pérou de leurs documents et de leurs exposés. Il a exprimé l'espoir que ces derniers suscitent une discussion sur les diverses questions évoquées, et notamment sur les opérations financières électroniques, qui avaient été négligées pendant un certain temps. Il a proposé de revenir au document de Hong Kong, Chine à la réunion suivante.

57. Le Comité a pris note des déclarations faites et a décidé de revenir à ce point de l'ordre du jour à la réunion suivante.

E. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

58. Le Président a suggéré que le Comité tienne sa prochaine réunion à l'occasion du prochain groupe de réunions sur les services. La date exacte serait annoncée en temps voulu.

59. Le Comité en a décidé ainsi.

F. AUTRES QUESTIONS

60. Le Président a informé le Comité que le 22 octobre, il avait reçu une lettre de M. l'Ambassadeur Smith, Président de la session extraordinaire du Comité du commerce et du développement, demandant des renseignements sur les débats en cours ou les autres faits nouveaux relatifs au traitement spécial et différencié au sein du Comité du commerce des services financiers.

Cette demande a été formulée par le président du Comité du commerce et du développement conformément au mandat que lui avait confié le CNC de réexaminer toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles, comme le prévoit le paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha. Ces renseignements devaient être communiqués à la session extraordinaire du Comité du commerce et du développement avant le 30 novembre 2002. Le Président a déclaré avoir déjà répondu à cette demande et des copies de sa réponse ont été distribuées aux Membres pendant la réunion.

61. Il a également fait savoir que le 22 octobre, il avait reçu une lettre de M. l'Ambassadeur Jóhannesson, Président du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie, lui demandant de l'informer des débats, des communications et/ou des autres faits nouveaux en matière de commerce et de transfert de technologie au sein du Comité du commerce des services financiers. Cette demande résultait d'une décision prise par ce groupe de travail de chercher à obtenir des informations auprès d'autres organes de l'OMC. Les renseignements devaient être communiqués avant le 20 novembre 2002. Le Président avait déjà répondu à cette demande et des copies de sa réponse ont été distribuées aux Membres pendant la réunion.

62. En ce qui concerne l'exposé de la Banque mondiale, le Président a rappelé qu'à la réunion précédente, le Comité avait décidé d'inviter cette institution à présenter son 11^{ème} rapport sur les politiques de développement intitulé "Finance for Growth". Malheureusement, en raison du calendrier très chargé des activités de services en décembre et de la volonté exprimée par les Membres à la dernière session extraordinaire du Conseil du commerce des services d'organiser des réunions de manière à laisser suffisamment de temps pour les négociations bilatérales, l'exposé de la Banque mondiale avait été ajourné et aurait lieu lors du prochain groupe de réunions sur les services, à une date proche de celle de la réunion du Comité. La date exacte serait communiquée en temps voulu.

63. Le Comité a pris note des déclarations faites.
